Aïda Kanafani-Zahar, *Liban. Le vivre ensemble (Hsoun, 1994-2000)*

Paris, Geuthner, 2004, 204 p., bibl., ill.

Sophie Nizard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/3035>

DOI : 10.4000/lhomme.3035

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2007

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Sophie Nizard, « Aïda Kanafani-Zahar, *Liban. Le vivre ensemble (Hsoun, 1994-2000)* », *L'Homme* [En ligne], 181 | 2007, mis en ligne le 29 janvier 2007, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/3035> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.3035>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

Aïda Kanafani-Zahar, *Liban. Le vivre ensemble* (Hsoun, 1994-2000)

Paris, Geuthner, 2004, 204 p., bibl., ill.

Sophie Nizard

- 1 DANS CET ouvrage, Aïda Kanafani-Zahar analyse très finement, par une observation au plus près des habitants d'un village biconfessionnel libanais, Hsoun, les possibilités du vivre ensemble des chi'ites et des maronites.
- 2 Pour cela, elle remonte dans l'histoire de la région et replace le contemporain dans la continuité d'une histoire longue de cinq siècles ; histoire des luttes de pouvoirs, du mandat puis de l'indépendance. Elle explique également les spécificités religieuses des deux communautés, leurs dogmes, leurs croyances, leurs rites. Ce rappel des différentes configurations historiques permet de mieux comprendre la situation présente : pratiques de métayage (y compris pour édifier des monastères ou des églises), échanges de terres, « don » de villages entre les communautés, toutes ces formes de partenariat favorisent l'interpénétration communautaire et conduisent à la situation de biconfessionnalité villageoise.
- 3 L'exode rural qui s'accroît à partir des années 1970 ne constitue pas une rupture avec le village. Les villageois gardent généralement une terre et leur maison, ils y reviennent le week-end et lors des fêtes, et tiennent à y être enterrés (p. 40). Cet « amour de leur terre » est lié aux coutumes de sociabilité, d'hospitalité et d'honneur. En ce sens pour l'auteur, « la terre est aussi le gardien de la mémoire » (p. 41) et cela pour les deux groupes religieux.
- 4 Avec l'exode rural, c'est en partie la solidarité villageoise qui disparaît, la *ʿawni*, même si certaines formes d'entraide entre femmes subsistent, comme la préparation de provisions de céréales. Aïda Kanafani-Zahar ne perd pas de vue, tout au long de l'ouvrage, l'importance des nourritures dans la constitution du lien social, comme dans ses précédents livres.

- 5 Mais la crise agricole et la guerre ont précipité l'émigration. Ainsi, le Patriarche maronite exhorte l'État à réagir politiquement en mettant en place une politique agricole poussant les villageois à rester ou à revenir.
- 6 L'auteur examine également la place des lieux de culte (deux églises et une mosquée) dans l'espace villageois. Cette présence renforce l'attachement des communautés à leur terre. Mais c'est surtout à partir des fêtes religieuses et du rapport aux nourritures qui les caractérise que l'auteur évoque cette sociabilité villageoise. Ainsi, elle met en perspective les jeûnes et les échanges alimentaires dans l'économie du village ; Carême et Ramadan, pratiques de nettoyage domestique à l'occasion de ces fêtes sont magnifiquement décrits et judicieusement comparés pour comprendre comment peut fonctionner très concrètement ce vivre ensemble afin qu'il ne reste pas un principe que chacun appelle de ses vœux, mais une réalité partagée.
- 7 De la même manière Aïda Kanafani-Zahar met en perspective la *ʿāchûrâ* (commémoration du martyr de *Husayn*) et la passion du Christ, épreuves comparées par les villageois eux-mêmes tant chrétiens que chi'ites.
- 8 Le chapitre intitulé « L'adaptation maronite à l'abattage chi'ite » présente les pratiques, notamment alimentaires, des uns et des autres sur le mode comparatif. Aussi, si l'alcool et le porc sont explicitement interdits chez les chi'ites, le porc n'appartient pas non plus au système culinaire chrétien. D'autre part, l'abattage rituel par des musulmans des bêtes consommées par les maronites leur permet de partager les nourritures carnées avec leurs voisins chi'ites en adoptant leurs prescriptions. Cette pratique est analysée comme un « dispositif de gestion de la différence religieuse visant à établir avec "l'autre" des relations aux moments jugés collectivement forts » (p. 106). Pas de fête complète sans partage des viandes « à cause de la cohérence qu'elle est à même d'accomplir et du symbolisme commémoratif qui lui est parfois associé » (p. 107).
- 9 Du même coup, ces pratiques donnent aux deux communautés religieuses une « même vision de la souillure du sang ». Pour tous, la viande mal saignée charrie une odeur particulière, celle de la *zankha*.
- 10 « Le vivre ensemble est basé sur des règles de réciprocité » (p. 111), ainsi l'auteur se propose d'examiner la participation des chi'ites aux fêtes maronites.
- 11 Cette économie du partage et de la réciprocité semble avoir été largement entamée par la guerre. L'enquête ne permet pas véritablement de saisir cette rupture puisqu'elle débute en 1994. Pourtant, on comprend bien que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient et qu'il faut reconstruire du lien pour « vivre à nouveau ensemble » (p. 141).
- 12 La « Guerre de la Montagne » et le déplacement de milliers de chrétiens qui en a résulté ont entraîné un sentiment de déracinement profond, et cela d'autant plus que furent touchés les symboles les plus forts de l'attachement des villageois à leur terre : profanations de cimetières, destruction des lieux de cultes et destruction des biens agricoles.
- 13 Cependant, il n'y a pas eu de déplacement à Hsoun à l'issue de cette guerre qui éclata en 1983, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres villages. L'auteur éloigne néanmoins la focale, rappelle l'accord de Taëf signé le 22 octobre 1989 par les députés libanais et qui donne naissance à la deuxième République, et analyse le lien social à Hsoun dans le contexte du Liban d'aujourd'hui.
- 14 Le ministère des déplacés est créé en 1992 pour favoriser le retour des populations déplacées dans leurs villages. Ces « réconciliations » sont censées éviter que se mette en

place la loi du Talion¹. Ainsi les indemnisations proposées par l'État ont pour objectif de reconstruire les habitations détruites et les lieux de culte, mais également de compenser le « prix du sang ». Or justement « le sang n'a pas de prix » (p. 145) et les compensations financières ne font pas réparation.

- 15 On est ici confronté à la question du travail de mémoire et de vérité sur la guerre, si difficile à réaliser quand les blessures sont encore ouvertes. Tous, déplacés et villageois restés au villages, chrétiens et druzes, survivants des massacres, cherchent à comprendre comment on en est arrivé là, comment « la religion qui contribue au vivre ensemble est devenue une arme de guerre ». L'auteur cite les propos de cette femme qui a perdu son frère durant la guerre et pour laquelle « la vie en commun est un mensonge ». Si les indemnisations ont bel et bien commencé, l'État est loin d'être un « agent réconciliateur ». Pourtant, dans certains villages, des comités tentent de jouer ce rôle et incitent à la reprise des rites comme moment intercommunautaire. Mais comment accepter la réconciliation quand justice n'est pas faite ? Car l'État, afin d'accorder des indemnités aux victimes, exige l'abandon des plaintes judiciaires et le règlement à l'amiable des violations de biens et incite les victimes à accepter les réconciliations sur le modèle des règlements coutumiers des conflits pour neutraliser le désir de vengeance.
- 16 Toute question de mémoire collective des traumatismes entre en conflit avec une vision unifiée de l'histoire. Ainsi, l'un des enjeux analysé ici par Aïda Kanafani-Zahar est celui de l'enseignement de l'histoire du Liban. Comment « unifier les livres d'histoire et d'éducation civique » afin de « consolider l'appartenance et la cohésion nationales » quand les mémoires elles-mêmes sont divergentes voire conflictuelles ? Ces difficultés de faire l'histoire sont le signe des crispations identitaires et politiques dues aux divergences religieuses. On est loin de la déconfessionnalisation des pratiques politiques que l'auteur appelle de ses vœux. L'échec de la dernière proposition de loi sur le mariage civil (1998) et les tentatives ratées de suppression de l'enseignement religieux dans les écoles publiques le montrent. Mais la véritable limite au vivre ensemble, selon l'auteur, est posée avec le non-échange des femmes, rendu encore plus difficile par les conceptions divergentes du mariage chez les chrétiens et chez les musulmans (sacrement ou contrat), et par la gestion communautaire du statut personnel qui ne permet pas le mariage civil.
- 17 Le principal intérêt de cet ouvrage se trouve dans le va-et-vient entre d'une part les principes nationaux, les formes de représentation politique, la référence constante de l'auteur aux lois, à la Constitution, aux accords politiques, et d'autre part le microsocial, l'échelle d'observation que sont le village, la famille... Cette mise en perspective du local à la lumière du global est absolument nécessaire à la compréhension des relations individuelles et communautaires et à la fine analyse du lien social dans le village de Hsoun.
- 18 Les habitants de Hsoun se disent frères amis, se considèrent appartenir à une même famille, leurs discours renvoient à une forme de « parenté sociale » (p. 181), malgré l'extrême rareté des intermariages.
- 19 Hsoun, étudié comme microcosme, permet de porter un regard sur la société libanaise dans son ensemble, sur son évolution, sur la place du « religieux institutionnalisé » comme limite du vivre ensemble. À la lecture du livre, on a parfois l'impression que cet âge d'or, l'âge d'avant la guerre, celui d'une entente interreligieuse, est un temps idéalisé qu'il est impératif de reconstruire.

- 20 En ce sens, la posture de Aïda Kanafani-Zahar est engagée (au sens de Raymond Aron) car elle explore, par l'analyse du passé et du présent, les possibilités du vivre ensemble dans le Liban d'aujourd'hui, marqué par des conflits politiques majeurs (la situation politique s'est d'ailleurs dégradée depuis la publication de l'ouvrage), dans lesquels les éléments confessionnels sont plus que jamais déterminants.
-

NOTES

1. Le film Liban: réconciliations d'après-guerre réalisé par Aïda Kanafani-Zahar montre bien la difficulté des réconciliations locales comme procédure de sortie du conflit.
-

AUTEUR

SOPHIE NIZARD

Département de sociologie, Université Marc-Bloch, Strasbourg.
sonizard@hotmail.com